Le Maroc appelÃ© Ã revoir sa politique d'eau

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
January 2021

OÃ¹ en est la politique de construction des barrages menÃ©e depuis les annÃ©es 1960 ? Aujourd'hui, le Maroc dispose de 146 barrages avec une capacitÃ© de stockage de 19 milliards de mÃ¨tres cubes. Ce chiffre est appelÃ© Ã atteindre 20 milliards de mÃ¨tres cubes avec la construction de deux nouveaux barrages l'annÃ©e prochaine, a indiquÃ© rÃ©cemment Abdelkader Amara, ministre de l'Ã‰quipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau, en rÃ©ponse Ã une question sur les projets futurs d'infrastructures routiÃ¨res lors de la sÃ©ance hebdomadaire des questions orales Ã la Chambre des reprÃ©sentants.

L'Ã©dification de cinq grands barrages a Ã©tÃ© lancÃ©e cette annÃ©e, a-t-il affirmÃ©, et cinq nouveaux projets seront engagÃ© 2021.Â "Le Programme national de l'eau qui prÃ©voit la construction de 30 grands barrages Ã l'horizon 2050 avec un budget de 380 milliards de dirhams", a-t-il notÃ© tout en indiquant que le rythme de construction des barrages est passÃ© de deux Ã cinq ouvrages par an. Pourtant, une question se pose avec acuitÃ© : les investissements pour l'Ã©dification des barrages ont-ils encore une raison d'Ãªtre vu le stress hydrique qui touche certaines rÃ©gions du Maroc, d'une part, et les effets du changement climatique, d'autre part ?Â "Les investissements dans les barrages sont toujours trÃ¨s bÃ©nÃ©fiques, rentables et trÃ¨s stratÃ©giques car il s'agit d'une source vitale non seulement Ã la survie de la population mais aussi Ã sa sÃ©dentarisation en relation avec l'activitÃ© et la valeur ajoutÃ©e qu'elle gÃ©nÃ¨re dans le domaine agricole considÃ©rÃ© com l'activitÃ© principale de la majoritÃ© des populations rurales marocaines", indique le Pr Taieb Boumeaza, gÃ©ographe et professeur Ã l'UniversitÃ© Hassan II de Casablanca. Cependant, il estime que la construction des barrages doit Ãªtre opÃ©rÃ©e en orientant les projets vers les zones Ã fort apport pluviomÃ©trique telles que celles rifaines et atlasiques lÃ oÃ¹ il y a des conditions topographiques et gÃ©ologiques favorables et l'on doit accorder plus d'intÃ©rÃªt aux barrages moyens de proximitÃ© afin de limiter les frais de transfert d'eau et de promouvoir l'indÃ©pendance rÃ©gionale ou locale en matiÃ¨re d'eau. Ces rÃ©alisations doivent aussi prendre en compte les Ã©tudes techniques (gÃ©ophysique, gÃ©ologique, climatologique et gÃ©omorphologique), les conditions naturelles et bien sÃ»r l'Ã©tude d'impact de longue durÃ©e et de faisabilitÃ© de chaque projet.Â "C'est ce qui manque, ou plutÃ´t c'est ce qui a Ã©tÃ© nÃ©gligÃ©, au niveau des grands barrages stratÃ©giques Ã l'Ã© nationale et qui sont actuellement envasÃ©s Ã concurrence de 60 Ã 80 %, d'oÃ¹ la solution actuellement envisagÃ©e d'en Ã©lever les digues afin d'avoir plus de capacitÃ© de stockage, ce qui s'impose sÃ©vÃ¨rement vu la demande grandissante de cette ressource vitale durant les pÃ©riodes de stress hydrique que connaissent de nombreuses rÃ©gions du Royaume",Â rÃ©vÃ¨le l'interlocuteur qui va plus loin. Il estime qu'il est temps de rÃ©flÃ©chir Ã la possibilitÃ© de recourir Ã des pipelines aquatiques, lesquels constitueront, selon lui, un rÃ©seau vital pour les rÃ©gions dÃ©munies.Â "Des pipelines sont utilisÃ©s partout dans le monde pour l'acheminement du pÃ©trole et du gaz, alors on fera l'exception en transportant l'eau vers nos rÃ©gions du sud et au Sahara ("la Californie" du Royaume dans l'avenir) oÃ¹ les potentialitÃ©s agricoles et les sols n'attendent que d'Ãªtre irriguÃ©s pour valoriser ces grands espaces qui disposent d'un rayonnement solaire adÃ©quat et de tempÃ©ratures clÃ©mentes. De tels projets insuffleront Ã ces rÃ©gions un dynamisme Ã©conomique en matiÃ¨re agricole dont le fruit sera orientÃ© vers l'Afrique oÃ¹ la demande est toujours importante.Â Ceci contribuera Ã©galement Ã une expansion urbaine des petits centres des rÃ©gions mÃ©ridionales du Royaume", analyse-t-il. Ã€ ce propos, le Pr Taieb Boumeaza rappelle que les institutions qui gÃ¨rent le domaine de l'eau au niveau national n'ont ni les moyens ni le pouvoir de procÃ©der Ã un dispatching (distribution + rÃ©seau) ou Ã une gestion interrÃ©gionale car elles n'ont pas de moyens logistique patents.Â "Chaque rÃ©gion (bassin hydraulique) est propriÃ©taire de son stock aquatique car il y a un manque de connexion entre les bassins ou entre les rÃ©gions. On a des connexions Ã©lectriques mais pas aquatiques."Â Le Maroc serait pourtant en capacitÃ© d'alimenter ses voisins algÃ©riens via un pipeline aquatique reliant le barrage Mohammed V sur la Moulouya Ã la rÃ©gion d'Oran pour l'alimenter en eau potable.

Hassan Bentaleb, LibÃ©ration (Casablanca) -Â AllAfricaÂ